

« Ce fut la décision la plus difficile de ma vie d'homme »

- ▶ Un mois après les attentats de Paris, le Premier ministre nous explique comment il a vécu ces semaines intenses et délicates.
- ▶ D'autant que c'est sur ses épaules que repose la responsabilité ultime, en cas d'attaque terroriste.
- ▶ Pour Charles Michel, ce fut le moment le plus difficile de sa carrière mais aussi de sa vie d'homme.

ENTRETIEN

Le sentiment du devoir accompli ; la volonté de faire savoir qu'il ne jugeait pas, lui, nécessaire de fermer les magasins ou les piscines durant le niveau 4 de menace à Bruxelles ; le besoin d'expliquer sa politique et sa recherche d'équilibre entre sécurité et libertés : un mois après les attentats de Paris, le Premier ministre Charles Michel s'explique sur ces semaines inédites et leurs conséquences.

Comment avez-vous vécu ce mois depuis les attentats ?

On a été confrontés à une situation totalement nouvelle, de crise sécuritaire et de menace terroriste potentiellement imminente. Cette fameuse nuit du vendredi à samedi durant laquelle nous sommes passés au niveau 4 fut un moment terriblement intense, avec la nécessité de garder son sang-froid, de décider vite, et de veiller à ce que les décisions soient exécutées immédiatement. Dans un tel moment, on a conscience de la responsabilité qui pèse sur les épaules. Et j'ai le sentiment que nous avons fait ce que nous devions faire.

C'est la décision la plus difficile que vous ayez eu à prendre durant votre carrière ?

Oui, sans la moindre hésitation.

Il n'est pas évident de savoir si on en fait trop ou pas assez ?

Je préfère qu'on me reproche d'en avoir fait un peu trop que d'avoir un drame. Mais quand on est confronté à cela, on pense uniquement à prendre la meilleure décision possible et à la rendre opérationnelle. J'ai été très attentif, avec le gouvernement, à prendre le juste niveau de décision. Moi, je n'ai pas demandé que l'on ferme les magasins, les salles de gymnastique, les piscines communales...

Et les centres commerciaux ?

Pas du tout ! Nous n'avons pas demandé cela. Et je pense qu'on ne devait pas demander de fermer les magasins et les centres commerciaux. Cette décision a été prise parce qu'après la réunion du Conseil national de sécurité (CNS) le samedi matin, une réunion bruxelloise a eu lieu au cours de laquelle des bourgmestres ont décidé l'un de fermer sa piscine, l'autre son gymnase, et cela a entraîné de fait des décisions de fermeture de magasins. Je ne reproche rien en disant cela, chacun a voulu bien faire à son niveau de responsabilité. Mais pour moi, c'est un cran trop élevé. Et c'est une leçon pour l'avenir : on doit réfléchir à un dispositif qui permette, dans une telle situation de crise, une unité de commandement. Pour avoir une unité d'instructions et éviter un manque de nuances.

Après la réunion bruxelloise, il

n'y a pas eu un contact avec vous pour la coordination ?

J'ai appris les décisions par la presse, ça ne va pas. C'est d'ailleurs pour cela que, dans les 18 mesures annoncées, je préconise de mettre en place des « moments de sécurité renforcée » dans des circonstances exceptionnelles et que, dans ces moments-là, on ait une unité de commandement. Le CNS étant alors le réceptacle - j'avais d'ailleurs veillé à y associer les entités fédérées. Quel sens cela avait-il, après cela, de remettre une couche supplémentaire de mesures ? Il n'y a pas le moindre reproche de ma part. Mais avec le recul, on doit se demander comment on pourrait faire encore mieux. Et ceux qui critiquent notre communication, sous-entendent que le fédéral en a trop fait, ont été distraits sur le processus de décision...

Ce week-end-là, avez-vous craint le pire ou de perdre le contrôle ?

On avait conscience d'un danger

sérieux et imminent. Je recevais différentes indications concordantes ayant amené l'Ocam à passer au niveau 4. C'est pour ça que je vous dis que cela a été le moment le plus difficile, pas seulement dans mon parcours professionnel, mais dans ma vie d'homme : on avait conscience du risque que plusieurs attaques se déclenchent en même temps, probablement au cœur de Bruxelles, comme à Paris. Donc, nous avons déployé des policiers et des militaires sur le terrain ; mais on a aussi mis en alerte les forces spéciales de la police et de l'armée, car si une attaque se déclenchait, on devait neutraliser ceux qui les avaient déclenchées. Dès le vendredi, on a donc organisé le commandement. Dans ce cadre-là, j'ai été confronté à une vieille circulaire du collège des procureurs généraux sur les prises d'otages, que l'on a actualisée, pour être prêts à organiser le commandement des opérations, savoir qui doit prendre les décisions à quel moment.

Vous avez un rôle prépondérant ?

Oui. C'est une circulaire confidentielle, je ne peux pas vous donner de détails. Mais j'ai su alors que j'avais sur les épaules une très grande responsabilité si un événement se déclenchait. Car

« En cas d'attaque, dans la chaîne de commandement, je dois prendre les décisions ultimes »

dans cette chaîne de commandement, je suis celui qui doit

prendre les décisions ultimes.

Humainement, ce n'est pas évident ?

Je pense que le trait de caractère qui me caractérise, la capacité de rester clame, de pouvoir réfléchir froidement même quand il y a de l'émotion et de l'angoisse autour, était bien utile dans un tel moment. Car il fallait garder la maîtrise, ne pas se tromper entre l'utile et l'accessoire, et s'assurer que des messages soient donnés à la population. Car j'estimais qu'il fallait lui dire la vérité. Avec l'information que nous avions, ma responsabilité était de ne pas mentir à la population. La question s'est posée ; certains me disaient : est-ce qu'il faut dire à la population qu'on est en niveau 4 et pour quelles raisons ? C'est moi qui ai décidé, en âme et conscience, qu'il fallait dire les choses.

Cette menace a aussi changé votre rôle de Premier ministre ?

Dès ma prise de fonction, j'ai dit que nous avons trois priorités absolues : le développement économique et l'emploi ; les réformes pour la protection sociale ; et la sécurité. Avant même l'attentat de Charlie Hebdo, on avait prévu des mesures assez fortes sur le plan de la lutte contre le radicalisme et de la sécurité. Gouverner, c'est prévoir, et c'est aussi s'adapter. Donc, ces dernières semaines, la part prépondérante de mon emploi du temps a été consacrée à la question sécuritaire. Pour la gestion à court terme, et la stratégie à moyen et long terme.

La sécurité va désormais éclipser la politique pour l'emploi ?

Non, pour moi les trois priorités sont d'égale importance, et liées. Et j'en ajouterais même une quatrième : l'ancrage international. Si nous étions confrontés à une situation d'instabilité sécuritaire à répétition, on aurait, durablement, un problème économique. Et cela concerne toute l'Europe.

Mais vous assurez que les moyens dégagés pour la sécurité ne vont pas hypothéquer les efforts pour l'économie ?

Oui ! On agira sur les trois priorités avec une égale importance. Et on adaptera l'épure budgétaire, comme tous les gouvernements doivent le faire.

Revenons à la lutte contre le radicalisme : on a perdu du temps ?

Comme Premier ministre, je n'ai pas à faire le procès du passé, mais à amener des solutions pour l'avenir, sur la base d'un diagnostic. Et le diagnostic, c'est qu'il y a en Europe des espaces où le fanatisme a pu prospérer et se répandre. Ce n'est pas propre à la Belgique : c'est le cas en France dans les banlieues, dans certaines régions d'Italie, en Grande-Bretagne. Ce qui m'intéresse, c'est de voir comment je peux utiliser au mieux mon énergie et mon pouvoir pour améliorer la situation. Donc prendre des mesures pour combattre le fanatisme, qui nourrit le terrorisme. On doit protéger nos principes fondamentaux, les principes des lumières : la sépa-

« C'est moi qui ai décidé qu'il fallait dire à la population qu'on était en niveau 4 et pourquoi »

ration des religions et de l'Etat ; l'égalité hommes-femmes ; la liberté d'expression, d'association, de culte... tout en se dotant des moyens juridiques, financiers, humains pour combattre le fanatisme. C'est ce que nous avons commencé à faire : les 12 mesures de début d'année ont été largement implémentées ; et nous avons relancé 18 mesures supplémentaires, dont 6 ont été soumises au Conseil des ministres vendredi. Je souhaite travailler vite et bien. Mais ce n'est pas simple, car il y a des contraintes

juridiques et que je veux rendre cela compatible avec nos valeurs fondamentales. Je ne veux pas de Guantanamo en Belgique, moi. Je suis très fier de vivre dans un pays où il n'y a pas d'écoute téléphonique sans contrôle préalable d'un magistrat.

C'est d'autant plus complexe que les personnes qui basculent dans le fanatisme et passent à l'acte ont des parcours très différents. Il y a aussi des jeunes qui sont nés chez nous, qui ont fréquenté nos systèmes scolaires... Avec, chez certains, une accélération soudaine de radicalisation. En janvier, on a donc décidé de créer, au départ de l'Ocam, des banques de données plus dynamiques pour fichier des individus, avec des évaluations plus régulières.

Pour tout cela, il faut des moyens : il faut les augmenter ?
Oui. On a libéré 400 millions.

Comme les répartissez-vous ?

Une première série de décisions va être prise très vite et concernera les services de renseignements militaires et civils, le parquet fédéral, l'Ocam. Pour le reste, je ne souhaite pas les dépenser de manière précipitée, sans avoir fait le travail en commission parlementaire sur le terrorisme. Un exemple : je pense, moi, qu'il faut une banque de données pour la reconnaissance vocale ; si, après un débat majorité-opposition, la commission dit qu'il faut le faire, il faudra libérer des moyens.

L'union nationale s'effrite déjà...

Moi, je lance un appel à l'unité nationale sur les valeurs fondamentales, la défense de la démocratie et des libertés. Cela ne veut pas dire que le PS doit être d'accord avec les bracelets électroniques. Cela ne peut pas devenir un consensus mou.

Il sera possible d'avoir un débat serein sur vos 18 mesures ?

Je pense qu'il n'est pas malsain qu'il y ait un débat vif, du moment qu'il porte sur l'argumentation et la rationalité. ■

**Propos recueillis par
MARTINE DUBUISSON
et VÉRONIQUE LAMQUIN**

opposition Paul Magnette vous traite de menteur ? « J'ai déjà pardonné »

Au Parlement, le ton est monté sur le dossier climat, avec des mots très durs. Vous vivez ça comment ?

J'essaie de ne jamais faire de la surenchère mais de placer le débat sur les arguments, les faits. Et je vais continuer. Dans toutes les démocraties, il y a, au Parlement, des moments d'échauffement, de raccourcis dans l'argumentation. Il faut ramener ça à sa juste proportion. Mon rôle est de trouver des solutions. Et je respecte la différence, je respecte que tout le monde ne partage pas nos choix.

Et ceux qui vous traitent de menteur ?

Je suis vacciné contre les propos de cette nature. C'est très secondaire pour moi. C'est déjà pardonné.

Tant pis si vous passez pour le défenseur de la N-VA contre les francophones ?

Je m'en tiens aux faits. Quel est l'enjeu ? Les gouvernements flamand et wallon se disaient mutuellement non sur la solidarité en matière climatique. Mot, quand je plaide pour la solidarité en matière de protection sociale dans l'ensemble du pays, je plaide aussi pour la solidarité en matière de climat. Je n'ai pas un discours à géométrie variable sur la solidarité. Au final, un accord est intervenu mais il est imparfait, incomplet parce qu'il ne règle pas totalement la solidarité.

A Paris, vous vous êtes senti humilié ?

Vous avez compris ma capacité à relativiser le vocabulaire de l'opposition. C'est

absurde. Personne n'attendait que j'explique à Paris les subtilités d'un accord de coopération belge. Il était important qu'on ait l'expression forte d'une ambition dans le cadre européen : la Belgique va faire sa part, nous n'avons donc jamais été mis en difficulté.

La N-VA voulait montrer que la Belgique ne fonctionne pas ?

Les quatre partis de la majorité travaillent loyalement pour exécuter l'accord du gouvernement. Qu'il y ait des débats, c'est normal pour un gouvernement de coalition. Mais on a une capacité à décider hors du commun. Sous la législation précédente, il fallait 7, 8, 9 semaines pour un contrôle budgétaire. Nous, nous avons chaque fois, en quelques jours, réalisé les arbitrages difficiles, pour des décisions structurelles, très fortes.

Les débats sont vifs dans la coalition ?

Il y a une grande sérénité et une grande rationalité. Au début, chacun, majorité et opposition, devait trouver sa marque, il y avait un rodage nécessaire. La tendance lourde, aujourd'hui, c'est une consolidation et une stabilisation.

Vous jouez l'arbitre entre les partis flamands de la coalition ?

C'est mon job. Le Premier ministre n'est plus membre d'un parti à part entière, il est dans une autre position. ■

Propos recueillis par
M. D. et V. L.

image de la Belgique « Nous allons corriger ça très vite »

Jeudi soir, Charles Michel reçoit les représentants du FMI, de passage à Bruxelles pour établir un rapport sur les politiques socio-économiques de notre pays. Le Premier ministre s'est soigneusement préparé à ce rendez-vous annuel, qu'il n'avait pu honorer l'an dernier. Il en profite pour rappeler le bulletin décerné au budget 2016 par la Commission européenne : « largement conforme », là où, l'an dernier, nous avions écopé d'une mention « risque de non-conformité ». Une note plus positive, passée inaperçue puisque décernée quatre jours après les attentats de Paris. « Depuis un an, on ne reçoit que des encouragements de toutes les enceintes internationales en matière budgétaire », souligne le chef du gouvernement.

Voilà qui aurait pu redorer notre blason international. Mais, entre-temps, Molenbeek a fait le tour de la planète, caricaturée comme base arrière du djihadisme mondial. Et voilà, d'un coup, notre image durablement écornée ? Charles Michel veut relativiser. « Il y a effectivement eu, pendant plusieurs jours, une addition de mauvaises analyses dans la presse internationale. C'est pour ça que j'ai demandé à

Didier Reynders de s'exprimer et il l'a très très bien fait. On était dans une situation brusque, avec un pic d'articles, tout cela était excessif, caricatural et ça s'est très vite vu. Des journalistes français reconnaissent eux-mêmes la dimension excessive de ce qui avait été fait. »

Entre-temps, le mal est fait ? « L'image a été un peu abîmée pendant quelques jours mais on n'est pas dans un dommage structurel grave, nous allons pouvoir corriger ça très vite. » Pour ce faire, le Premier ministre va multiplier, dans les prochaines semaines, les interviews dans la presse internationale. « Indépendamment des attentats à Paris, j'ai toujours considéré que l'ancrage international était quelque chose de très important. J'utilise toutes les enceintes où je peux me trouver : les Conseils européens, la tribune des Nations unies, Davos, le Bilderberg... » Un rôle que Charles Michel avoue apprécier. « Et j'avais le projet, pour 2016, d'avoir un programme international chargé. Depuis ce qui s'est passé à Paris, cela a encore plus de sens, pour valoriser l'image du pays dans toutes ces dimensions. » ■

M. D. et V. L.

ANALYSE

« Comme Premier ministre », « je pense que »

Charles Michel est en mode zen. Durant toute l'interview, il se montre détendu, souriant. Comme pour démontrer par l'image ce qu'il explique par les mots : un Premier ministre se doit d'être au-dessus de la mêlée ; comme Premier, on n'appartient plus vraiment à un parti. Zen et au-dessus de la mêlée, au point de ne pas en vouloir à ses adversaires qui le traitent de « menteur » : « Je suis vacciné. C'est déjà pardonné. » Lui qui, d'ordinaire, n'oublie rien, ne passe rien... Zen et au-dessus de la mêlée, au point de refuser d'entrer dans la polémique. « Ce n'est pas mon rôle de faire le procès du passé. Comme Premier ministre, je suis là pour apporter des solutions. » Vous n'entendez donc pas, dans sa bouche à

lui, la moindre insulte, la moindre attaque *ad hominem*. Pourtant, entre les lignes, on lit quelques reproches. Comme lorsqu'il estime qu'« on ne devait pas demander de fermer les magasins, les salles de gymnastique, les piscines » lorsque Bruxelles était sous niveau 4 de menace terroriste. Ou lorsqu'il juge, à juste titre, qu'en de telles circonstances de danger, une unité de commandement est nécessaire, plutôt que d'annoncer des mesures fédérales, suivies de mesures locales. Là aussi, la flèche en direction de bourgmestres bruxellois, voire de la Région ou de la Communauté française (et Joëlle Milquet qui a largement contribué à la fermeture des écoles) est claire. Mais tout cela est exprimé avec tact, sans uppercut ni noms d'oiseaux. Comme un Premier ministre au-dessus de la mêlée. Cela a toujours été la ligne de Charles Michel. Mais cela se mue en véritable stra-

tégie au 16. Avec une tendance à minimiser les problèmes ou les aspects négatifs. L'image abîmée de la Belgique ? « Nous allons pouvoir corriger ça très vite ; on n'est pas dans un dommage structurel grave », assure-t-il. Les virulentes attaques à son égard, jusque dans l'enceinte du Parlement ? « Cela existe dans toutes les démocraties. » Méthode Coué ? Charles Michel y a souvent recouru, refusant d'admettre toute la gravité d'une situation, lors de la guerre des clans au MR ou de certains épisodes controversés avec la N-VA. Et comme Premier ministre, il peut difficilement avouer que l'image de notre pays est durablement abîmée... sous peine d'aggraver le phénomène et d'entretenir le « Belgium bashing ». Ou reconnaître qu'aucun récent chef de gouvernement n'a été aussi violemment attaqué ou ouvertement traité de menteur. Pourtant, Charles Michel l'assure :

« Il faut dire la vérité à la population. » Antinomique ? Toute vérité n'est peut-être pas bonne à dire, *urbi et orbi*, pour un Premier ministre... Chacun jugera. Mais Charles Michel a tenu, lorsque la crainte d'un attentat imminent dans la capitale a fait passer le niveau de menace à 4, à ne pas le cacher à la population, comme certains le lui conseillaient. Voilà qui l'honore. Car dans de telles circonstances, s'il ne faut pas inutilement alimenter l'angoisse, il ne sert à rien de nier l'évidence - cela reviendrait inévitablement comme un boomerang... Alors, Charles Michel estime avoir agi en Premier ministre. Tant pis si on lui reproche d'en avoir trop fait : il préfère ça à prendre le risque d'« un drame ». Et c'est cette image qu'il veut, aussi, imposer à travers son interview au Soir. Lui que l'on a qualifié de « marionnette de Bart De Wever » ou de « notaire » d'une coalition dirigée

depuis Anvers, veut démontrer qu'il est le maître de la suédoise. Les deux expressions qui reviennent le plus durant cet entretien étant justement : « comme Premier ministre » et « je pense, moi » (nous en avons coupé à la retranscription pour éviter la répétition). Le mes-

sage : c'est lui qui décide, lui qui dirige. D'ailleurs, précise-t-il, durant ces heures de grand danger, et a fortiori si une attaque se produisait sur notre sol, c'est à lui que revient la décision ultime en termes de réaction. Lui, le Premier ministre...

M.A.D. ET V.L.A.

populisme « Ne pas accepter de tabou »

Le surlendemain des attentats de Paris, Charles Michel, dans son discours à l'occasion de la Fête du Roi, évoquait déjà « un nouveau chapitre dans l'histoire de l'Europe ». Il développe ici : « Il y a une nouvelle forme de menace sur l'Europe et les valeurs qu'elle incarne. C'est une menace plus anonyme, qui a une autre relation à la vie : des personnes mettent une ceinture explosive et pensent qu'ils vont au paradis quand ils se sont fait exploser. On doit donc adapter notre réaction sécuritaire à cette situation. »

Mais l'Europe n'a jamais été en aussi mauvaise posture... Est-elle dès lors capable de résister à cela ?

Il y a une menace qui pèse sur le projet européen, car il est confronté à plusieurs défis parallèles : le défi économique et social ; l'afflux de réfugiés, jamais vu depuis la Deuxième Guerre mondiale ; les attaques terroristes et le fanatisme. Je pense, moi, que l'Etat islamique a une stratégie délibérée et consciente qui vise, d'une part, à favoriser le flux de réfugiés vers l'Europe - des réseaux de passeurs sont aux mains de l'Etat islamique - et, d'autre part, de provoquer des attentats en nombre. Pour provoquer une forme de haine réciproque et une double radicalisation, avec le danger de l'amalgame entre l'Islam et les terroristes. Les enquêtes montreront si, oui ou non, les réfugiés ont été utilisés pour faciliter l'arrivée de combattants. Mais nous devons donc avoir des expressions très fortes pour éviter cet amalgame.

L'Europe peut résister à ça ?

L'histoire de l'Europe s'est construite dans sa capacité à surmonter les crises et à rebondir au moment où l'obstacle était majeur. On voit bien que l'afflux de réfugiés plus les attentats terroristes, c'est un cocktail qui peut provoquer l'ef-

fondrement du projet européen. Nous devons absolument éviter cela.

Comment ?

La priorité numéro un, c'est de sécuriser les frontières extérieures de l'Union. L'espace Schengen a apporté une valeur ajoutée incommensurable, sur le plan culturel, commercial... C'est colossal pour un pays comme la Belgique. Mais cette ouverture des frontières intérieures n'est possible que si un contrôle très strict est organisé aux frontières extérieures. Il faut mobiliser des moyens pour leur sécurisation. Autre exemple : je me réjouis que l'on ait enfin un canal politique au plus haut niveau entre

l'Europe et la Turquie, même s'il n'est pas parfait. Donc oui, c'est un moment difficile pour l'Europe, mais nous avons les ressources pour réussir.

Même avec la montée de l'extrémisme, comme en France avec le FN ?

Cette montée des populistes, d'extrême droite ou autre, n'est pas un phénomène nouveau en Europe. Regardez ce qui s'est passé en Autriche, aux Pays-Bas, en Italie, au Danemark. Je suis toujours étonné de l'étonnement. Ma conviction est qu'il n'y a qu'une seule parade contre les populismes : agir, apporter des solutions, expliquer les choses, sans surenchère verbale.

Vous pensez que ça suffit ?

Je pense en tout cas que c'est le seul chemin. La démocratie, c'est l'expression des différences. Même les ennemis de la liberté peuvent utiliser la liberté d'expression pour combattre le modèle démocratique. C'est la fragilité intrinsèque de la démocratie. Mais c'est l'honneur de la démocratie de préserver ces valeurs tout en combattant les ennemis de la liberté. Tous les partis démocratiques doivent faire attention à une chose : ne jamais accepter qu'il y ait des

sujets tabous. Les partis populistes ont prospéré sur un consensus intellectuel facile qui considérait qu'il y avait des sujets dont on ne pouvait pas parler. Ça, c'est peut-être une addition qu'on paie, en Europe. Quand on veut mettre le couvercle sur des ressentis de la population, que ce soit en matière de migration, de sécurité, quand on veut jouer les Bisounours, on paie tôt ou tard la facture.

C'est ce qui se passe ?

Paradoxalement, je pense que non. Depuis un an, en Belgique, on tente d'éviter d'avoir des tabous. C'est d'ailleurs ça qui a suscité des réactions très passionnelles, très dures contre le gouvernement. Parce que nous avons sans doute tranché avec le passé : des sujets considérés comme délicats, tabous, eh bien maintenant, on peut en parler.

Sur l'intégration, plus de tabou ?

Ce sujet n'a jamais été tabou dans certaines formations politiques. Moi, je veux m'occuper de l'avenir. Je ne veux pas surfer sur une émotion : je veux qu'on prenne des décisions réfléchies. Mais ce qui s'est passé fait bouger les lignes. Nous avons déposé des propositions au parlement qui semblaient encore impensables il y a six mois. Mais je me réjouis qu'il y ait maintenant un consensus très large pour dire qu'on peut parler du financement des mosquées, du démantèlement de mosquées ou de centres radicaux ou fanatiques. Il y a quelques années, quand certains, dans plusieurs partis, pas seulement le mien, disaient qu'il fallait parler de ça, ils se faisaient traiter de xénophobes, de racistes, et le débat était terminé. Là dessus, tout le monde doit s'interroger, pas seulement les responsables politiques mais aussi les intellectuels et les journalistes. ■

Propos recueillis par
Ma.D. et V.L.A.

ASILE**Le pré-accueil contesté par la justice :
« une difficulté potentielle »**

La Cour du travail de Bruxelles vient de condamner l'Etat belge à une astreinte de 125 euros par jour aussi longtemps qu'il n'offrirait pas une place dans un centre Fedasil à un jeune Afghan. Si, entre-temps, le dossier s'est dégonflé (*Le Soir* de jeudi), l'arrêt n'en demeure pas moins, sur le fond. Pour la justice, la thèse du gouvernement - l'accueil n'est dû qu'une fois que le candidat réfugié a été reçu par l'Office des étrangers - est contraire à une directive européenne. En clair : dès que le demandeur s'est signalé auprès de l'Office des étrangers, il a droit à l'accueil.

Problème à l'horizon pour la suédoise ? « *C'est un peu tôt pour répondre à la question, estime Charles Michel. Une décision ne fait pas jurisprudence. Mais il est certain que c'est une difficulté potentielle. Si cette décision devait être confortée par d'autres et faire jurisprudence, ça va nous compliquer la vie. On devrait alors être en mesure d'assurer non pas un pré-accueil, mais un accueil dès qu'il y a une première convocation qui est donnée pour un rendez-vous. Nous avons une autre interprétation des directives européennes. Mais la justice a bien sûr son mot à dire, il y a la séparation des pouvoirs. Nous allons donc défendre notre argumentation sur le plan juridique. Et il est trop tôt pour dire catastrophe.* »